

Réfugiée à la Maison des journalistes

Marianne, reporter persécutée au Cameroun, a trouvé asile à Paris, dans un tout nouveau lieu d'accueil.

Toutes ses affaires tiennent sur quatre étagères et quelques cintres, dans cette pièce claire à la moquette framboise, ouvrant sur l'ouest parisien. Il y a un an encore, Marianne (1) était un reporter radio confirmé au Cameroun, aisée et voyageant à travers le monde.

Aujourd'hui elle est une réfugiée, une des premières locataires de la Maison des journalistes, inaugurée début décembre dans une rue tranquille du XV^e. Elle y occupe la chambre *Ouest-France*, l'un des médias parrains de la maison. Ses voisins, qui sont cubain, pakistanois, algérien, birmane, sont logés chez *M6*, *Bayard*, *Paris-Match*... Tous ont trouvé asile dans cette ancienne usine de brosses rénovée, prêtée par la mairie de Paris, et financée par quinze médias et le Fonds européen pour les réfugiés.

Issue d'une famille politisée, Marianne, la quarantaine, était journaliste sportive. « Je ne voulais pas me mêler de politique, alors je suis allée vers le sport. » Mais au Cameroun, le sport est une affaire nationale et la fraude n'épargne pas le domaine sportif. « Mon franc-parler n'a pas plu. J'ai été virée. » Les brimades s'enchaînent : « J'ai eu des perquisitions, des lettres de menaces. J'ai fait une dépression, je ne me sentais plus en sécurité. » Sa voix se perd : « Après 21 ans de carrière, mes deux enfants que j'ai



Danièle Ohayon, journaliste à France Info, (de face), ici en discussion avec Marianne, est à l'origine de ce projet de Maison des journalistes, dont elle est aussi la présidente.

laissés derrière moi... Il me fallait de bonnes raisons de partir. »

Marianne arrive en France en avril 2002, chez une cousine. Mais celle-ci part rejoindre son fiancé à l'étranger. Marianne atterrit dans la rue. « J'ai connu les foyers, le numéro d'appel pour SDF 115, un centre d'accueil pour réfugiés. » De galère en galère, elle apprend l'existence de Reporters sans frontières (RSF). L'association

appuie les demandes de statut de réfugié politique et les adresse à la Maison des journalistes après avoir vérifié leurs dires grâce à son réseau mondial de correspondants. Une cinquantaine de journalistes demanderaient asile en France chaque année.

« Il y avait des témoignages des persécutions de Marianne, dit Jean-François Julliard, responsable de l'Afrique subsaha-

rienne pour RSF. Au Cameroun la presse est très contrôlée. Cela ne se sait pas car le Cameroun fait partie de ces pays qui ont compris qu'une répression brutale, comme en Birmanie ou en Chine, se voyait trop. Il pratique de façon plus insidieuse, à coups de menaces anonymes, amendes, pressions sur les familles. C'est aussi le cas du Gabon, du Rwanda. »

Marianne fréquente d'abord une Maison des journalistes provisoire installée à Bobigny, puis s'installe dans les nouveaux locaux en novembre. Elle pourra y rester six mois, comme tous ceux qui y sont accueillis. Elle dispose de bons d'achat, d'une carte de transport, de téléphone. Dans le sous-sol de la Maison, où se trouve une salle des ordinateurs, elle peut aussi « garder la main » journalistique en écrivant dans *L'œil de l'exilé*, le journal de la Maison. « Ce qui est dur, pour ces réfugiés en attente, c'est tout ce temps libre dont ils ne savent que faire, puisqu'ils ne peuvent pas travailler, constate Danièle Ohayon, la journaliste de *France Info* à l'origine du projet. Ensuite, sur vingt personnes passées à la Maison, dix-huit ont eu leur statut de réfugié. Mais il est rare qu'ils arrivent à travailler dans la presse. Mieux vaut qu'ils se recyclent, même si je les encourage à compléter par des piges, et que j'essaie de leur en trouver. » Marianne, qui vient d'être régularisée, n'a pas fait le deuil de son métier. Mais elle est réaliste, et envisage de devenir hôte d'accueil. « J'aimais passionnément mon travail. Mais comparé à votre vie que vous devez sauver... »

Florence PITARD.

(1) Le prénom a été changé.